

Bürgenmeier, Beat. *Analyse et politique économiques*. Paris, Économica, 1984, 506 p.

Johanne Bergeron

Volume 17, Number 1, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701975ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701975ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bergeron, J. (1986). Review of [Bürgenmeier, Beat. *Analyse et politique économiques*. Paris, Économica, 1984, 506 p.] *Études internationales*, 17(1), 186–188. <https://doi.org/10.7202/701975ar>

À part une Introduction (pp. ix-xvi) et le chapitre final (pp. 261-299) Kronish *et al.* comporte trois groupes d'études. Le premier, que les auteurs dénomment « essais d'économie politique », comprend K.S. Mericle, « L'économie politique de l'industrie automobile brésilienne » (pp. 1-40); R. Jenkins, « Ascension et chute de l'industrie automobile argentine » (pp. 41-73); Kronish, « L'Amérique latine et l'industrie automobile mondiale: les années de l'exportation » (pp. 75-93).

Deuxième groupe: « essais sur les travailleurs ». D'après les auteurs, leur optique ne serait pas celle de l'économie néo-classique, pour laquelle la main-d'oeuvre ne serait qu'un facteur de production abstrait: l'industrialisation serait un « processus dialectique où la main-d'oeuvre est à la fois sujet et objet ». Ce groupe comprend J. Humphrey, « La main-d'oeuvre dans l'industrie automobile brésilienne » (pp. 95-131); J. Evans *et al.*, « Réflexions sur les travailleurs automobiles argentins et leurs syndicats » (pp. 133-159); I. Roxborough, « La main-d'oeuvre dans l'industrie automobile mexicaine » (pp. 161-194).

Troisième groupe: « essais sur le marchandage », c'est-à-dire entre multinationales et gouvernements. Sous cette rubrique on trouve D. Bennett et K. Sharpe, « Ordre du jour et force de marchandage: l'État mexicain contre les multinationales automobiles » (pp. 195-229), déjà paru dans *World Politics* octobre 1979; M. Fleet, « Relations de marchandage dans l'industrie automobile colombienne ». Dans la conclusion, « Le développement de l'industrie automobile latino-américaine, 1900-1980: analyse de classe », Kronish et Mericle, tout en résumant les thèmes principaux du livre, mettent en contraste d'une part les niveaux élevés de contenu intérieur requis au Brésil ou en Argentine, et d'autre part le niveau modéré au Mexique.

Comme prétend l'Introduction, ce livre, qui attaque un grand nombre de questions ayant rapport à l'évolution de cette industrie au Tiers-Monde entier, éveillera beaucoup d'intérêt chez les experts du développement. Les néo-classiques trouveront dans Kronish *et*

*al.* une étude de la défaillance de « marchés politiques » épouvantablement imparfaits.

Frank DAVIDSON

*Département d'économie  
La Trobe University, Melbourne, Australie*

BÜRGENMEIER, Beat. *Analyse et politique économiques*. Paris, Économica, 1984, 506 p.

B. Bürgenmeier présente son ouvrage comme un « texte d'introduction » à l'économie politique. Introduction pour initiés, sommes-nous tentée d'ajouter, ce travail apparaît plutôt comme un manuel de base destiné aux étudiants de premier cycle d'économie.

On y retrouve donc tout ce qui constitue le contenu typique du genre. Après une introduction qui initie le lecteur aux concepts principaux et au mode de raisonnement de la discipline, l'auteur structure sa matière autour de quatre grands thèmes qui constituent les quatre parties de l'ouvrage: l'équilibre macro-économique, le marché ou l'analyse micro-économique, l'économie internationale et finalement, de façon beaucoup plus succincte, l'économie planifiée.

La première partie, sur l'équilibre macro-économique, regroupe les développements théoriques attendus à ce chapitre: la théorie de la détermination du revenu et de ses fluctuations, avec le multiplicateur keynésien comme outil d'analyse, que vient contrarier l'introduction de la théorie monétaire quant à la définition, au rôle et aux implications de la monnaie au niveau de la politique économique; comme synthèse, le modèle IS-LM décrit les conditions d'équilibre sur le marché des biens et des services et sur celui de la monnaie, avec les prescriptions habituelles au chapitre des politiques budgétaires et monétaires de l'État, en régimes de prix fixes et flexibles; enfin, cette partie se termine avec l'étude des cycles conjoncturels et des déséquilibres inflationnistes et déflationnistes.

La seconde partie présente l'analyse micro-économique des mécanismes d'une économie de marché. L'auteur y expose les développements connus sur les calculs économiques du producteur et du consommateur, la formation de l'offre et de la demande et la détermination des prix sur un marché. Le modèle de base de concurrence pure et parfaite est élargi ensuite aux situations de concurrence imparfaite (monopoles et oligopoles). Cette analyse est appliquée aux marchés des biens et services et à ceux des facteurs de production, capital et travail, et débouche sur les conditions de l'allocation optimale des ressources.

La section consacrée aux relations internationales s'attache à l'examen des théories du commerce international, à l'étude de l'équilibre extérieur, principalement du marché des changes et autres flux, et reprend enfin le modèle IS-LM en l'élargissant à l'économie ouverte en régimes de changes fixes et flexibles. Cet examen débouche sur une analyse des politiques économiques conjoncturelles dans une économie ouverte.

La dernière partie est beaucoup plus sommaire. Après une courte discussion des limites de l'économie de marché, l'auteur aborde brièvement les caractéristiques de l'économie planifiée, présentée comme système alternatif, les techniques de planification et présente un survol de l'exemple soviétique.

Il s'agit donc là d'un manuel d'économie de base, comme il en existe plusieurs sur le marché. L'auteur est enseignant à l'Université de Genève, et a sans doute voulu rassembler ses notes de cours. Mais quelle est l'originalité spécifique de ce manuel ?

L'ouvrage se révèle bien fait. L'exposé et les explications sont logiques, cohérents et clairs. Le recours à une présentation principalement graphique complétée d'explications « littéraires », plutôt qu'aux démonstrations algébriques, accentue l'accessibilité de cet ouvrage et la clarté de l'exposé, tout en ne gênant en rien, à ce niveau de profondeur, l'assimilation des idées.

La plupart des thèmes classiques qui forment la base de la science économique se retrouvent dans ce travail, sans toutefois faire l'objet de développements très poussés. On vise l'exhaustivité plutôt que la profondeur. Mais compte tenu de la multitude de manuels de type semblable déjà publiés, et s'agissant d'une édition récente, on s'attendrait à trouver trace, à côté des discussions traditionnelles sur le modèle IS-LM, la théorie d'Heckscher-Ohlin ou la courbe de Phillips, des préoccupations plus récentes de la discipline. Or il n'y a rien, par exemple, sur la théorie de l'investissement international, les banques et les firmes multinationales, sur l'importante approche des anticipations rationnelles, sur l'État comme agent économique, les limites à la croissance, les ressources épuisables, sur les nouveaux défis des politiques économiques dans un contexte national et international mouvant et incertain, ou sur les problèmes du développement.

On sait gré à l'auteur, cependant, de tenter de donner un contenu opérationnel à la discipline. La théorisation, l'abstraction, ne constituent pas une fin en soi, mais un moyen de comprendre la réalité et d'agir sur elle par des politiques appropriées. L'exposé des conceptions macro-économiques keynésiennes ou monétaristes débouche toujours sur les recommandations, divergentes d'ailleurs, en matière de politique économique qu'elles autorisent. Des exemples concrets sont tirés de l'expérience suisse, ce qui ne manque pas d'intérêt au chapitre de la politique monétaire et du crédit, par exemple.

On peut par contre déplorer qu'il n'y ait aucune référence en bas de page, comme si l'ouvrage pouvait s'auto-suffire. Les auteurs cités et même les citations attribuées à un auteur ne trouvent pas leur référence. On ne sait si cette lacune est due à une politique de l'éditeur ou à un certain relâchement de la part de l'auteur, mais le lecteur qui veut aller aux sources ou pousser plus loin sa démarche de compréhension, se trouve frustré. La bibliographie très succincte en fin de volume ne réussit pas à combler cette lacune.

En somme, le manuel de B. Bürgenmeier s'avère tout à fait recommandable pour ses qualités de clarté que nous avons soulignées. Mais un certain malaise persiste. Comment la science économique peut-elle encore aujourd'hui, confrontée aux nouvelles données des processus économiques, se contenter de redire, de ré-écrire, de republier pour la n<sup>ème</sup> fois les modèles qui ont eu leur part de succès dans le passé? Il s'agit là, bien sûr, des fondements de la discipline; mais ils ont déjà été exposés, maintes fois, dans d'aussi bons manuels. Pourquoi les chercheurs ne consacrent-ils pas maintenant leur talent, au lieu de ré-écrire le déjà dit, à l'approfondissement de problèmes spécifiques, à la reformulation théorique, etc...?

Pour aller plus loin, peut-on encore aujourd'hui enseigner les modèles d'économie fermée, sans secteur public, statiques, comme base essentielle de la macro-économie? De même est-il peu étonnant de constater que les décideurs politiques n'aient pas de solution rigoureuse à proposer pour vaincre l'inflation et le chômage qui sont au cœur de la crise qui affecte les économies occidentales: les économistes qui les conseillent n'ont essentiellement dans leur trousse à outils que la courbe de Phillips et sa critique monétariste, modèles qui, confrontés aux difficultés actuelles, offrent bien peu de qualités socialement opératoires. Mais les manuels les récitent invariablement.

Johanne BERGERON

*Département de science politique  
Université de Montréal*

LUND, Harry A., SIBERT, Robert P. et CHAMBERLAIN, Philip K. (Ed.) *Private Placements: National and International Markets*. London (Engl.), Euromoney Publications Ltd, 1984, 152 p.

Comme ce livre est le premier à présenter un aperçu mondial des émissions de valeurs mobilières à diffusion restreinte, il constitue une étape très importante de la littérature de la gestion financière internationale. Les émissions de valeurs mobilières à diffusion res-

treinte occupent un secteur peu connu des marchés des capitaux, parce qu'il n'est pas nécessaire d'en divulguer les transactions comme pour la bourse.

Pour certaines transactions, l'une des parties – ou les deux – sont secondées par les courtiers en valeurs mobilières qui donnent aussi des avis sans prendre le risque qui accompagne les émissions de valeurs publiques. La plus grande partie des rares renseignements fournis dans la publicité sur les émissions de valeurs mobilières à diffusion restreinte est tirée des avis lapidaires publiés par les courtiers, avis qui paraissent après les faits et indiquent qu'une des parties a été aidée par la firme qui a fait la publicité. On ne dispose pas de données fiables sur la proportion d'émissions privées appartenant à cette catégorie.

Les émissions privées sont des financements à long terme de sociétés privées ou d'entités gouvernementales qui ne sont pas vendues au public comme les actions ou les obligations. C'est là leur principale caractéristique. Comme la majorité des émissions privées sont des obligations plutôt que des actions ordinaires ou privilégiées, il est bon de signaler qu'elles ne sont pas non plus des prêts de banques commerciales.

Les émissions privées sont négociées par l'utilisateur et le fournisseur des fonds, normalement une ou plusieurs institutions financières non bancaires comme les compagnies d'assurances ou les caisses de retraite. Elles sont semblables aux émissions publiques sous presque tous les autres aspects. Elles sont généralement exigibles entre cinq et quinze ans; les actions ordinaires n'ont évidemment pas de date d'échéance. La loi de certains pays permet de donner aux actions privilégiées des caractéristiques équivalentes à une date d'échéance. Les émissions privées sont beaucoup moins liquides que les obligations publiques de sorte que la plupart des investisseurs les gardent jusqu'à la date d'échéance.

Comme les compagnies d'assurances et les caisses de retraite peuvent facilement prélever les fonds qu'il leur faudra pour payer leurs bénéficiaires et qu'elles doivent investir les rentrées entre le moment présent et la date